

Université Toulouse 3 : « L'université n'a pas encore atteint son potentiel » (Maha Ayyoub, VP CA)

News Tank Éducation & Recherche -
Toulouse - Interview n°292144 - Publié le 22/06/2023 à 15:54

Imprimé par Xavier Teissedre - abonné #13929 - le 23/06/2023 à 14:53



Jean-Marc Broto et Maha Ayyoub - © D.R.

« Nous laissons l'université avec des bases solides, mais il faut continuer : l'université n'a pas encore atteint son potentiel », déclare [Maha Ayyoub](#), VP [CA \(Conseil d'administration\)](#) de l'Université Toulouse 3 Paul Sabatier, à News Tank, le 31/05/2023.

« Il est plus agréable d'être président de l'université aujourd'hui, qu'il y a quatre ans à notre arrivée où le climat social était tendu, où l'université était en difficulté financière, et où je pouvais mettre peu de choses sur la table », ajoute [Jean-Marc Broto](#), son président.

Alors que son mandat se termine le 20/01/2024, il indique ne pas encore avoir pris de décision sur une candidature à un second mandat. « Nous sommes encore très enthousiastes, nous avons été au bout de notre programme, malgré la crise sanitaire qui nous a fait perdre beaucoup de temps. En cela, c'est un vrai regret. »

Parmi les réussites, ils évoquent notamment la finalisation du plan Campus, avec l'obtention de 43 M€ pour créer la première tranche du projet de centre universitaire et de recherche en santé en 2024 sur le site de Rangueil, le plan pluriannuel de retour à l'emploi, ou encore la réorganisation de l'université.

Interrogé sur l'avenir du site toulousain, Jean-Marc Broto répond : « Il pourrait y avoir une, deux ou trois universités, mais si (Système d'information) on veut un modèle intégratif, il va falloir fusionner. On doit travailler à ce projet, mais parfois j'ai l'impression que le temps passe et tout le monde fait comme si on était déjà arrivé au bout. »

« On doit aboutir à une grande université de recherche. La meilleure aide qu'on peut fournir à Tiris [lauréat de

l'AAP (Appel à projets) Excellences et porté par la Comue (Communautés d'universités et d'établissements) Université de Toulouse] est de le pousser pour atteindre cet objectif », ajoute Maha Ayyoub.

Cet entretien s'inscrit dans une série d'articles à l'occasion de la venue de la rédaction de News Tank à Toulouse du 30/05 au 02/06/2023.

Santé : réunir les facultés « avec un réel projet pédagogique et un volet recherche »

Où en est la réalisation du Plan campus ?

Jean-Marc Broto : Nous avons terminé plusieurs bâtiments et de nouvelles constructions sont à venir. Nous sommes partis d'une situation très mauvaise sur notre campus, avec des avis négatifs de sécurité. Il ne reste plus que le bâtiment de pharmacie, qui est dans la pire des situations.



43 M€ du CPER pour la première tranche »

Maha Ayyoub : Il vit ses dernières années. Dans le cadre du CPER (Contrat de plan État-région), nous avons obtenu 43 M€ pour créer la première tranche de la faculté de santé, qui par sa taille est la première de France et qui regroupe nos deux anciennes facultés de médecine, les facultés de sciences pharmaceutiques, l'odontologie, ainsi que des étudiants paramédicaux, avec l'idée de les y intégrer de plus en plus. Ce projet de réunir toutes ces facultés était là depuis plusieurs

mandats à l'université, et à notre arrivée nous avons mis les conditions nécessaires pour le mettre en œuvre.

Ce projet, intitulé « centre universitaire et de recherche en santé » entend réunir ces facultés, pas seulement pour des questions d'efficacité administrative ou de pilotage, mais avec un réel projet pédagogique, et un volet recherche pour rendre plus visible la recherche en biologie-santé en région toulousaine.

Jean-Marc Broto : Avant notre arrivée à la présidence, nous avons évalué les forces de l'université, qui sont nombreuses dans le domaine de la recherche translationnelle, proche du CHU (Centre hospitalier universitaire), dans un contexte d'ingénierie et sciences du numérique reconnu. Mais ces forces n'étaient pas alignées, comme c'est souvent le cas à Toulouse. Notre volonté est de rendre plus visibles les domaines où nous avons des forces.

Alors qu'il y avait sur la table un projet réfléchi, plutôt immobilier, nous avons souhaité faire un vrai projet universitaire, avec la question institutionnelle de la faculté de santé, accompagner un projet immobilier, aligner la recherche en lien avec le CHU et l'IUT Oncopole.

Quel site a été choisi pour ce projet immobilier ?

Maha Ayyoub : Le choix a été acté en CA le 30/05/2023. Nous avons fait le choix du site de Rangueil. Chacun des deux sites envisagés avait ses points forts et faibles :



Nous avons fait le choix du site de Rangueil »

- Le site Langlade avait pour point fort le lien important avec les biotech. Il accueille Evotech, Eurobiomed, Pierre Fabre dont nous avons le soutien, mais aussi beaucoup de petites biotech et un potentiel important pour en attirer. Un autre point fort était pour nous en tant qu'université d'étendre le campus et de transformer Langlade où il y a aujourd'hui du soin, de la recherche et de l'innovation, mais pas d'enseignement. On donnait à ce campus une visée universitaire réelle. J'ai défendu ce projet pendant très longtemps.
- Sur le site de Rangueil, un avantage est sa localisation et la présence du téléphérique, ce qui fait que nos étudiants en premier cycle universitaire seront plus proches des services (bibliothèques, logements du Crous (Centre régional des œuvres universitaires et scolaires), métro). L'autre point décisif a été le coût, à Rangueil cela rentre dans le budget. Restent les 2^e et 3^e phases qui devront être menées à bien par les prochaines équipes, sur un site à proximité.

Quel est le calendrier pour cette phase 1 ?

Maha Ayyoub : Nous avons obtenu un financement supplémentaire de l'État à travers le rectorat pour lancer l'étude en 2023, donc dans les prochains mois.

Jean-Marc Broto : Nous rencontrons le 02/06 les différents services pour organiser la convention : maîtrise d'ouvrage, conduite de travaux, etc. Nous sommes en train d'écrire la demande de répartition des crédits pour lancer les travaux en 2024.



Le financement le plus important du CPER

Maha Ayyoub : Dans le cadre du CPER, on ne pouvait pas demander plus que cela. C'est déjà le financement le plus important du CPER Occitanie depuis toujours. On aurait voulu une aide directe de l'État comme cela a été le cas à Nantes par exemple, mais cela n'a pas été possible.

Occitanie »

C'est quand une même une grande réussite pour notre université puisque cela fait dix ans qu'on parle de ce projet. La fusion des facultés de santé, qui part de la volonté des doyens et est effective depuis le 01/01/2022, est en soi un succès.

Médecins, dentistes, paramédicaux seront formés ensemble, dans le même campus. Cela va encourager la mutualisation de cours pour qu'ils apprennent à travailler ensemble dans le futur.

Jean-Marc Broto : La Première ministre [Élisabeth Borne](#), en présentant les CPER, a souligné ce point parmi les dossiers universitaires. Nous avons bataillé pour le faire.

« Aujourd'hui, on connaît nos ressources et on peut s'engager si on a besoin d'investir »

La Cour des comptes dans son récent rapport sur l'université a considéré que ce projet vous fragilisait : c'est un risque que vous prenez ?

Jean-Marc Broto : Ils ont considéré que nous nous engageons sur un projet à 140 M€ et que nous étions en difficulté, car nous n'avions eu que 43 M€. Or, avec ces 43 M€ on ne s'engage que sur la construction du premier cycle. Nous savons qu'il y a des aléas sur les coûts de chantiers en ce moment, mais même si l'enveloppe dépasse les 40 M€ sur les deux-trois ans, nous avons assez de trésorerie et de fonds de roulement pour compléter. Quant au reste, ce sont les équipes suivantes qui le feront.

Nous n'avons donc absolument pas de question de fragilité financière. Dans ma réponse à la Cour des comptes, j'ai d'ailleurs cité un texte du rectorat de région académique qui indique bien que notre situation financière est saine. Aujourd'hui, on recrute, ce qui n'avait pas été le cas depuis des années, et on investit pour la recherche et la formation, notamment dans le domaine de la santé.

« Nous n'avons absolument pas de question de fragilité financière »

Maha Ayyoub : La preuve en est aussi que le dialogue de performance avec le recteur délégué il y a deux semaines, s'est très bien passé. Nous avons présenté notre résultat net, notre fonds de roulement et l'évolution de trésorerie, et on voit une amélioration claire selon une pente croissante, stable depuis les années, malgré le contexte de crise énergétique.

« Maitriser la trajectoire de l'université et se préparer à passer en Comp »

Aujourd'hui, notamment grâce à toutes les réformes engagées au niveau de l'administration et au décisionnel mis en place pour tous les domaines, on connaît nos ressources et on peut s'engager si on a besoin d'investir. C'est une différence majeure qui a aussi été notée par l'État. Il fallait le faire pour maitriser la trajectoire de l'université et pour se préparer à passer en Comp (Contrat d'objectifs, de moyens et de performance).

Jean-Marc Broto : Pendant longtemps, nous ne savions pas le fonds de roulement disponible, ce qui ne permettait pas de gérer les programmes pluriannuels. 2023 est la première année où on sait quels sont les niveaux de trésorerie et de fonds de roulement, et leur projection sur les années à venir. C'est ce qui nous permet d'investir et de recruter.

Vous aviez une campagne d'emploi ambitieuse pour 2023. Est-elle conforme à ce qui était prévu ?

Jean-Marc Broto : Sur les enjeux de masse salariale, nous avons une particularité c'est que la question du GVT (Glissement vieillissement technicité) avait été traitée de façon ultra facultaire. Or, les composantes ne sont pas responsables de leur pyramide des âges et de la promotion de ses personnels. Partout où il y a beaucoup d'enseignants-chercheurs, cela entraîne du GVT, pèse sur le budget et conduit à geler des postes. Résultat : l'université dégringolait au niveau de l'activité de recherche. L'une des premières choses que nous avons faites a donc été de remutualiser ce GVT.

Maha Ayyoub : Cela fait aussi que nos campagnes d'emploi sont désormais basées sur la stratégie scientifique globale de l'université, déterminée ensemble par les directeurs de composantes et de laboratoires pour bien concevoir les fiches de postes. Ce qui permet de rationaliser nos moyens et de nous concentrer à la mission d'augmenter nos ressources propres.

Jean-Marc Broto : Le fait d'avoir réussi à bien ranger nos affaires (SI (Système d'information) décisionnel, etc.) a redonné confiance à notre tutelle, et nous a permis de mettre en place un plan pluriannuel de retour à l'emploi. Il faut comprendre que l'université avait à un moment perdu plus de 300 emplois !

« L'université avait à un moment perdu plus de 300 emplois ! »

Nous nous sommes mis en ordre de marche, et avec l'accord de la tutelle, nous avons décidé de remettre chaque année 500 k€ par an sur fonds propres, complétés par 300 k€ de la SCSP (Subvention pour charges de service public) pour recruter, soit 2,4 M€ sur trois ans. Soit 50 recrutements en 2023.

Recherche : une cellule « grands projets » au sein de la direction de pilotage

Quels leviers avez-vous activés en matière de ressources propres ?

Maha Ayyoub : Pour la recherche, cela passe par un effort d'organisation de la direction de soutien aux laboratoires avec la création d'une cellule « grands projets » au sein de la direction de pilotage. Et les résultats sont là puisqu'on observe +10 % de taux de réussite à l'ANR (Agence nationale de la recherche), avec plus de 80 gros projets à gérer, et un soutien réel aux laboratoires.

Sur la formation continue et l'alternance, où il y a un potentiel énorme, nous avons lancé en septembre 2022 un vaste chantier autour de deux axes :

- structurer le flux de façon transverse aux composantes avec la formalisation d'un tableau de bord consolidé pour faciliter la mise en œuvre de micro-certifications et de blocs de compétences,
- et réfléchir à un mécanisme d'incitation des enseignants-chercheurs pour qu'ils s'impliquent davantage dans les actions de formation continue, notamment pour leur évolution de carrière.

Comment fonctionne concrètement cette cellule « grands projets » ? La mettez-vous au service du site ?

Jean-Marc Broto : En effet, Tiris est un gros projet et complexe. Notre cellule aide l'Université de Toulouse à poser les bonnes questions pour les appels à projets, pour valoriser ce qui est valorisable.

« La cellule aide du montage de projet à la gestion »

Maha Ayyoub : L'idée première est d'avoir un accompagnement de nos chercheurs et enseignants à déposer des projets. Il est placé au sein de la direction du pilotage parce qu'elle gère des projets transversaux, cela peut être de la formation, de la recherche ou les deux. La cellule aide ainsi du montage de projet à la gestion, et sans regrouper les familles de métiers, mais plutôt en faisant le lien avec les services impliqués : la DSL, les RH (Ressources humaines), les finances,

etc. Nous venons juste de recruter sa directrice.

Jean-Marc Broto : Jusqu'à pas longtemps, les E-C (enseignant(s)-chercheur(s)) étaient capables de faire un projet type ANR, mais ce n'est plus possible maintenant. On engage tellement l'établissement à travers les projets, cela peut coûter tellement cher qu'il faut savoir ce qu'on valorise et ce qu'on va recueillir. Vu son efficacité, on pense d'ailleurs à décentraliser ce service dans certaines composantes.

« L'université n'a pas encore atteint son potentiel »

L'Igésr (Inspection générale de l'éducation, du sport et de la recherche) a missionné une inspectrice de fin 2021 à début 2023 pour participer aux réflexions de réorganisation de l'université, faiblesse souvent pointée. Un moyen de pallier aussi le turn-over, puis l'absence de DGS (Directeur/trice général(e) des services) depuis septembre 2022 ?

Jean-Marc Broto : Ce turn-over a commencé avant notre arrivée à la présidence. Laurent Barbieri avait commencé une réorganisation, puis il est parti en juillet 2018 pour AMU (Aix-Marseille Université). Les deux recrutements suivants n'ont pas fonctionné. Le contexte du Covid n'a pas aidé non plus.

Maha Ayyoub : Cette présence d'un IG (Inspecteur général), c'était à notre demande, et cela a abouti à une réorganisation avec la création :

- Du domaine formation et vie universitaire qui regroupe la division formation et vie étudiante, les relations internationales et mobilités, l'aide à l'innovation pédagogique, le service des sports, celui des langues, le Scuio-IP (Service commun universitaire d'information, d'orientation et d'insertion professionnelle) et la MFCA (Maison formation continue et apprentissage). Nous voyons déjà les effets de cette structuration, car cela tisse des liens entre les différentes composantes sur toute la chaîne, de l'inscription au volet financier. Ce volet est supervisé par un DGS adjoint.
- D'une direction du pilotage avec un pôle dédié à l'amélioration continue, le contrôle de gestion, la Responsabilité sociétale de l'université et la cellule « grands projets ».

Jean-Marc Broto : Par ailleurs, sur le service financier, nous avons passé une convention avec l'agent comptable pour qu'elle soit aussi la directrice financière. Étant donnée la réforme du régime de responsabilité financière, le rapprochement ordonnateur-comptable nous semblait une bonne chose. Nous sommes satisfaits de cette expérience et venons de relancer la convention.

« Il n'y aura pas de DGS jusqu'au prochain mandat »

Pour le recrutement d'un DGS, j'ai eu quelques contacts, mais on arrive dans un contexte d'élections, ce qui ne facilite pas les choses. De fait, il n'y aura pas de DGS jusqu'au prochain mandat. Et en attendant, nos quatre DGSA (Directeur(trice) général(e) des services adjoint) sont de très haut niveau.

À propos d'élections, êtes-vous candidat à un second mandat ?

« Second mandat : je n'ai pas encore pris ma décision »

Jean-Marc Broto : Je n'ai pas encore pris ma décision. Nous sommes encore très enthousiastes, nous avons été au bout de notre programme, malgré la crise sanitaire qui nous a fait perdre beaucoup de temps. En cela, c'est un vrai regret.

Maha Ayyoub : Nous laissons l'université avec des bases solides, mais il faut continuer : l'université n'a pas encore atteint son potentiel.

Jean-Marc Broto : Il est plus agréable d'être président de l'université aujourd'hui, qu'il y a quatre ans à notre arrivée où le climat social était tendu, où l'université était en difficulté financière, et où je pouvais mettre peu de choses sur la table. C'est un exemple du quotidien, mais quand un laboratoire a besoin d'hélium liquide, aujourd'hui l'Université Paul Sabatier peut financer un liquéfacteur à plus 1 M€. Cela change l'état d'esprit et la façon de vivre la mission de président d'université.

Politique de site : Enit (Ecole nationale d'ingénieurs de Tarbes), PUI (Pôle universitaire d'innovation)...

Une université technologique va voir le jour à Tarbes, impliquant l'Enit et l'Institut universitaire de technologie) UT (Université(s) de technologie) qui est une composante de l'UT3 (Université Toulouse 3 Paul Sabatier) : quel sera l'impact pour l'université ?

Jean-Marc Broto : Ce n'est pas un projet de notre initiative, mais qu'on nous a présenté et qui nous semble intéressant. L'Occitanie compte de nombreuses villes universitaires d'équilibre, et nous sommes conscients de l'importance de l'enseignement supérieur pour les territoires. Tarbes est une cité ouvrière qui a perdu beaucoup d'industrie, et donc si on peut aider ce territoire avec un projet soutenu par les collectivités et le monde économique, allons-y !

Nous accompagnons donc ce projet. Pour autant, nous n'aurons pas de rôle dans ce futur établissement, qui sera totalement autonome. Nous jouerons un rôle surtout dans la transition sur le volet RH. En effet, 13 collègues ont fait valoir leur droit d'option (12 E-C et un Biatss (Personnels des bibliothèques, ingénieurs, administratifs, techniques, sociaux et de santé)) et souhaitent rester à l'Université Paul Sabatier.

« Enit : nous jouerons un rôle surtout dans la transition sur le volet RH »

Il faudra voir avec chacun s'ils souhaitent rester à Tarbes avec une convention de mise à disposition, ou s'ils veulent rejoindre la maison mère. Nous ne pouvons pas complètement déshabiller le site tarbais, et nous devons compenser ces postes.

Nous sommes en train de travailler sur ce rééquilibrage. Ce sont des collègues qu'il va aussi pour certains falloir intégrer à Toulouse. Il faut voir l'impact que cela peut avoir sur la campagne emploi. Cela crée un peu d'inquiétude du côté des personnels, car les choses vont vite, l'établissement entend être opérationnel au 01/01/2024. Le CSAE (Comité social d'administration d'établissement) a donc voté à l'unanimité contre par deux fois, mais notre CA l'a adopté largement le 30/05.

Sur le volet de l'innovation, pouvez-vous en dire plus sur le « Catalyseur », tiers-lieu et pré-incubateur implanté sur le campus de Rangueil ?

Jean-Marc Broto : Ce « Catalyseur » est un projet lauréat du PIA (Programme d'investissements d'avenir) 2 en 2015, porté par l'UT3 avec l'Insa (Institut national des sciences appliquées) Toulouse, l'association Science Animation, l'Université de Toulouse et le Crous Toulouse Midi-Pyrénées. Thierry Parra, vice-président délégué à la valorisation et aux partenariats régionaux économiques et sociétaux de l'UT3, est en charge de sa mise en œuvre. L'idée était de promouvoir l'entrepreneuriat et le soutien aux start-up. Cela a bien marché : depuis 2017, 97 start-up ont été créées, avec un taux important de réussite. Plusieurs dizaines de projets sont soutenus chaque année.

« PUI : un esprit de mutualisation, mais aussi de défendre notre Catalyseur »

Il y a ensuite eu une phase de transition, alors que le PIA 2 se terminait. L'Université Paul Sabatier a accepté de poursuivre le projet et a créé en 2023 un service commun interne baptisé « Catalyseur », avec du personnel dédié, principalement des personnels en CDD (Contrat à durée déterminée) ou CDI (Contrat à durée indéterminée) qui s'autofinancent.

Nous souhaitons voir ce projet se développer et nous nous associons avec nos partenaires du site dans le cadre d'une réponse à l'AAP (Appel à projets) PUI de France 2030, dans un esprit de mutualisation, mais aussi de défendre notre ob-

jet.

Université de Toulouse : « Si on veut un modèle intégratif, il va falloir fusionner »

Concernant l'Université de Toulouse, comment souhaitez-vous que le projet avance ?

Jean-Marc Broto : Je suis entièrement d'accord avec Sylvie Retailleau quand elle évoque les deux types de Comue. Pourtant, ce débat n'a pas été mis sur la table à Toulouse, et personne ne veut le faire visiblement. Or, il suffit de prendre le préambule des statuts de la

Comue, qui prévoit « qu'à l'issue d'une expérimentation de deux ans, l'UT a vocation à permettre la création d'une grande université de recherche mentionnée dans les classements internationaux ».

Je reviendrai avec mes partenaires du site sur ces quelques phrases qui sont les points de création de l'Université de Toulouse qui à ce stade est une Comue et pas une université.

Quel sera le modèle retenu à la fin de l'expérimentation alors ?

Jean-Marc Broto : Il pourrait y avoir une, deux ou trois universités, mais si on veut un modèle intégratif, il va falloir fusionner. On doit travailler à ce projet, mais parfois j'ai l'impression que le temps passe et tout le monde fait comme si on était déjà arrivé au bout.

Maha Ayyoub : Tiris n'est pas une fin en soi, l'objectif institutionnel reste à atteindre et c'est le plus difficile puisqu'on doit aboutir à une grande université de recherche. La meilleure aide qu'on peut fournir à Tiris est de le pousser pour atteindre cet objectif.



Jean-Marc Broto

Président @ Université Toulouse 3 - Paul Sabatier (UPS)

Président du réseau des doyens de facultés de sciences francophones. @ Agence universitaire de la francophonie (AUF)

Professeur d'université @ Université Toulouse 3 - Paul Sabatier (UPS)

Email : jean-marc.broto@univ-tlse3.fr

Date de naissance : 04/12/1957

Parcours

Depuis janvier 2020	Université Toulouse 3 - Paul Sabatier (UPS) Président
Depuis janvier 2017	Agence universitaire de la francophonie (AUF) Président du réseau des doyens de facultés de sciences francophones.
Depuis 1990	Université Toulouse 3 - Paul Sabatier (UPS) Professeur d'université
Décembre 2011 - juin 2016	Université Toulouse 3 - Paul Sabatier (UPS) Directeur de la faculté des sciences et d'ingénierie
2011 - juin 2016	Conférence des Directeurs des UFR Scientifiques (CDUS) Président
2007 - 2012	Université Toulouse 3 - Paul Sabatier (UPS) Directeur de l'UFR de physique chimie automatique

Établissement & diplôme

1980 - 1983	Université Toulouse 3 - Paul Sabatier (UPS) Doctorat en physique
N.c. - 1980	Insa Toulouse (Institut national des sciences appliquées de Toulouse) Diplômé

Fiche n° 3491, créée le 22/04/2014 à 13:40 - Màj le 03/09/2020 à 17:02



Maha Ayyoub

Vice présidente du conseil d'administration @ Université Toulouse 3 - Paul Sabatier (UPS)

Directrice de l'équipe T2i (Tumor immunity and immunotherapy) @ CRCT (Centre de recherches en cancérologie de Toulouse)

Praticienne hospitalière @ IUCT Oncopole

Directrice du service d'immuno-monitoring @ IUCT Oncopole

Parcours

Depuis janvier 2020	Université Toulouse 3 - Paul Sabatier (UPS) Vice présidente du conseil d'administration
Depuis septembre 2016	CRCT (Centre de recherches en cancérologie de Toulouse) Directrice de l'équipe T2i (Tumor immunity and immunotherapy)
Depuis septembre 2016	IUCT Oncopole Praticienne hospitalière
Depuis septembre 2006	IUCT Oncopole Directrice du service d'immuno-monitoring
Depuis septembre 2016	Université Toulouse 3 - Paul Sabatier (UPS) Professeur d'immunologie
Janvier 2015 - août 2016	Gustave Roussy Directrice de recherche
Janvier 2007 - décembre 2014	Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm) Directrice de recherche
Janvier 2003 - décembre 2006	Columbia University (États-Unis) Professeure assistante
Juillet 1999 - décembre 2002	Ludwig Cancer Research (Suisse) Postdoctorat

Établissement & diplôme

Septembre 1995 - septembre 1999	Université Toulouse 3 - Paul Sabatier (UPS) Doctorat en immunologie
Septembre 1993 - juillet 1994	Université Toulouse 3 - Paul Sabatier (UPS) Master en pharmacologie
Septembre 1987 - juillet 1994	Université Toulouse 3 - Paul Sabatier (UPS)

PharmD

Septembre 1991 - juillet 1993

[Université Toulouse 3 - Paul Sabatier \(UPS\)](#)

Licence en biochimie et biologie moléculaire

-

Fiche n° 49407, créée le 16/06/2023 à 12:25 - M à J le 16/06/2023 à 12:37



Université Toulouse 3 - Paul Sabatier (UPS)

Catégorie : Université

Adresse du siège

Service facturier
118 route de Narbonne
31062 Toulouse Cedex 4 France

Général

Date de création	1969
Statut	EPCSCP (Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel)
Tutelles	Ministère en charge de l'enseignement supérieur et de la recherche
Implantations (dont siège)	Toulouse (siège)
Regroupement d'appartenance	Université de Toulouse
Présidence	Président : Jean-Marc Broto (élu le 20/01/2020)

Effectifs étudiants

2006-07	28 700
2007-08	28 226
2008-09	28 010
2009-10	29 717
2010-11	29 273
2011-12	29 237
2012-13	30 600

2013-14	31 166
2014-15	31 825
2015-16	32 318
2016-17	32 024
2017-18	32 082
2018-19	32 245
2019-20	35 759
2020-21	34 954

Source(s) : Open Data Esri

Inscriptions principales et secondes (source : Open data du Mesri)

Effectifs de doctorants contractuels

2012-13	428
2013-14	438
2014-15	443
2015-16	455
2016-17	434
2017-18	470
2018-19	477
2019-20	491

Source(s) : Open Data Mesri

Effectifs E-C titulaires

2010-11	1 481
2011-12	1 494
2012-13	1 500
2013-14	1 516
2014-15	1 512
2015-16	1 500
2016-17	1 498
2017-18	1 449

2018-19	1 430
2019-20	1 434

Source(s) : Open Data Mesri

Maîtres de conférences et professeurs des universités exclusivement.

Produits encaissables (M€)

2010	309,9 M€
2011	320,8 M€
2012	323,5 M€
2014	338,2 M€
2015	347,2 M€
2016	339,3 M€
2017	342,3 M€
2018	346,3 M€
2019	362,3 M€
2020	351,3 M€
2021	377,9 M€

Source(s) : Open data Mesri

Les produits encaissables correspondent aux produits de fonctionnement de l'exercice qui se traduisent par un encaissement (à différencier des produits sans flux de trésorerie). Ils comprennent essentiellement : • la subvention pour charges de service public ; • les ressources propres.

Dépenses de personnel (M€)

2010	255,2 M€
2011	261,6 M€
2012	265,6 M€
2014	278,6 M€
2015	282,1 M€
2016	286,1 M€
2017	284,1 M€
2018	282,9 M€
2019	294,0 M€

2020	285,7 M€
------	----------

2021	299,4 M€
------	----------

Source(s) : Open data Mesri

Fonds de roulement (en jours)

2010	39,2
------	------

2011	43,3
------	------

2012	38,3
------	------

2013	40,0
------	------

2014	33,7
------	------

2015	29,0
------	------

2016	24,3
------	------

2017	18,7
------	------

2018	19,2
------	------

2019	15,4
------	------

2020	41,5
------	------

2021	31,8
------	------

Source(s) : Open data Mesri

Fonds de roulement en jours de charges décaissables

Résultats PIA

AMI CMA

Vague 1 (2022) : 3,52M€ pour 1 projet

Vague 2 (2022) : 4,28M€ pour 1 projet

Fiche n° 1784, créée le 05/05/2014 à 12:19 - Màj le 06/12/2019 à 15:15

© News Tank Éducation & Recherche - 2023 - **Code de la propriété intellectuelle** : « La contrefaçon (...) est punie de trois ans d'emprisonnement et de 300 000 euros d'amende. Est (...) un délit de contrefaçon toute reproduction, représentation ou diffusion, par quelque moyen que ce soit, d'une oeuvre de l'esprit en violation des droits de l'auteur. »